



CTB

AGENCE BELGE
DE DÉVELOPPEMENT



LE (F)ACTEUR URBAIN DANS LE DÉVELOPPEMENT TROP IMPORTANT POUR ÊTRE IGNORÉ

***ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE 20 ANNÉES D'EXPÉRIENCE DE LA
COOPÉRATION BELGE AU DÉVELOPPEMENT DANS LE SECTEUR URBAIN***

HABITAT III - QUITO, 17-20 OCTOBRE 2016

Benoit Legrand et Paul Verlé, Agence belge de développement - CTB

INTRODUCTION

La problématique urbaine constitue un enjeu majeur pour les pays en développement. Et pourtant, ces vingt dernières années, la communauté des donateurs n'a apporté qu'un appui assez limité, d'aucuns croyant même que l'aide à destination du milieu rural permettrait de réfréner le mouvement migratoire vers les villes. Quoi qu'il en soit, l'urbanisation s'est en fin de compte avérée impossible à endiguer et lorsqu'il est apparu qu'elle était un moteur de croissance économique, un changement de perception a progressivement été observé.

À présent, les ressources nécessaires pour relever les défis demeurent considérables, et ce, d'autant plus avec l'émergence de la problématique du changement climatique dans les villes. Étant communément admis que, bien qu'elles n'occupent que 2 % de la surface terrestre, les villes génèrent 70 % des gaz à effet de serre, ces derniers représentent un enjeu majeur parmi les nombreux défis liés à l'urbanisation croissante (ONU-Habitat, 2011).

Ces dernières décennies, la Belgique a appuyé le développement urbain à travers des prêts consentis dans le cadre d'investissements liés aux exportations belges et à travers des subventions non liées via la CTB, l'Agence belge de développement. Lesdites subventions se sont focalisées sur une amélioration de la prestation de services au moyen de projets pilotes et d'un renforcement institutionnel. Toutefois, vu l'étendue requise de l'appui et vu l'esprit de

division du travail régnant parmi les donateurs, on serait en droit de se demander s'il ne serait pas préférable de limiter la question de l'urbanisation aux grands acteurs, en ce compris les banques de développement. Les plus petits donateurs, tels que la Belgique, se focaliseraient alors uniquement sur des secteurs nécessitant moins de ressources. Nous fournissons dans la suite de ce texte les arguments prouvant que ce n'est pas le cas.

Le présent document a pour objectif de passer en revue certains des enseignements tirés des projets urbains mis en œuvre par la CTB ces 20 dernières années et d'évaluer la valeur ajoutée potentielle de ces interventions sur le plan de la réflexion générale sur l'avenir du développement urbain, tout en soulignant la manière dont ces enseignements pourraient aider les instances gouvernementales locales à mettre en œuvre le nouveau programme urbain.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

GRANDES VILLES VERSUS VILLES SECONDAIRES

Ces dernières décennies, la dichotomie entre grandes villes et villes secondaires a été un important sujet de discussion entre urbanistes, notamment l'attention et les ressources auxquelles chaque type pouvait prétendre. La distinction entre ces deux types est non seulement conditionnée par le facteur démographique, mais aussi par le statut économique, culturel et administratif des villes (Cities Alliance/UNOPS, 2014). Ces contextes urbains différents nécessitent en effet des méthodologies, outils et moyens financiers différents. Pendant longtemps, les donateurs, en concertation avec les autorités nationales, ont concentré leurs efforts sur les grandes villes, dans lesquelles sont apparus les défis les plus marquants. Quoi qu'il en soit, attendu que 75 % de la population urbaine mondiale vit dans des agglomérations urbaines comptant moins de 500.000 habitants (Cities Alliance/UNOPS, 2016) et qu'un réseau de villes secondaires dynamiques et animées constitue un outil efficace pour limiter l'attrait démographique des mégapoles, le focus s'est progressivement déplacé.

Pour sa part, la Belgique appuyait elle aussi principalement des grandes villes, telles que Ho Chi Minh Ville, Kampala et Bujumbura. Bien que divergeant en taille, ces villes disposaient toutes d'un certain degré d'autonomie et de capacités financières. Elles avaient toutes en commun une urbanisation rapide et incontrôlée, une forte prévalence du taux de pauvreté, une forte pollution ainsi qu'un manque d'infrastructures de base. Toutes ces villes percevaient dès lors un pourcentage relativement élevé de l'aide internationale octroyée à leur pays.

Plus récemment, la Belgique a appuyé le développement de villes secondaires, dans lesquelles ces problématiques sont également cruciales et complexes. Les villes secondaires se caractérisent plus spécifiquement par un manque criant de données fiables, une absence de vision et des capacités plus limitées des autorités locales. Or, tout cela a eu une incidence sur les orientations stratégiques prises. Dans les villes secondaires, l'appui belge, à quantités comparables, a généré un impact relativement plus important, les solutions innovantes

proposées permettant d'aborder la problématique non seulement au niveau d'une partie d'une ville, mais aussi à celui d'une municipalité dans son ensemble.

Dans les deux contextes, la contribution belge a permis de façon positive d'apporter une réponse à certains enjeux spécifiques et d'appuyer les autorités locales, pas tant en termes d'investissements d'infrastructures, mais plutôt au niveau de l'organisation. L'approche a notamment consisté à explorer des outils techniques novateurs et des réformes institutionnelles, qui ont eu un impact sur les résultats tangibles escomptés, à tout le moins à court terme.

APPROCHE INTÉGRÉE VERSUS APPROCHE SECTORIELLE

Les orientations stratégiques de l'aide au développement peuvent soit être liées à un secteur spécifique, soit articulées autour d'une approche intégrée et holistique. Cette première approche est en règle générale conforme à l'organisation administrative existante de la ville et/ou des instances gouvernementales, les donateurs apportant alors leur appui à un seul aspect (p. ex., approvisionnement en eau, déchets solides, voiries...). Ce genre de stratégie est relativement simple à mettre en œuvre et les résultats sont plutôt linéaires. Il n'en demeure pas moins qu'accorder trop d'attention à un seul aspect risque de rompre l'équilibre du développement urbain et de mettre en péril la pérennité des résultats. Plusieurs expériences ont démontré que se focaliser sur un secteur spécifique peut avoir plusieurs effets négatifs pour d'autres problématiques.

Dans les années nonante, la Belgique a également appuyé des approches intégrées. L'exemple le plus emblématique était sans conteste *le projet de rénovation urbaine et environnementale autour du canal Tan Hoa-Lo Gom (THLG) à Ho Chi Minh Ville*, l'un des canaux les plus pollués de cette mégapole, dont les berges sont recouvertes de bidonvilles. La stratégie adoptée comprenait un remodelage du canal, la construction d'égouts, le traitement des eaux usées et la collecte des déchets solides, mais aussi la réhabilitation des bidonvilles, le relogement ainsi qu'un appui socioéconomique. La mise en œuvre a été laborieuse et les progrès lents, une situation en partie imputable à l'implication active de nombreuses autorités et parties prenantes. Cinq ans après la fin de l'intervention, ce *modus operandi* s'est néanmoins avéré le meilleur. Une évaluation indépendante a en effet révélé que l'approche s'était soldée par plus de changements positifs et inattendus que jamais observés dans d'autres initiatives d'appui sectoriel. Attendu que cette intervention combinait un ensemble de problématiques interconnectées, elle a permis d'élaborer de nouveaux

modes de réflexion ainsi que des solutions innovantes impliquant différentes instances gouvernementales.

L'intervention, bien que considérée à la base comme un projet d'infrastructure, présentait des impacts ayant principalement trait au volet social :

- amélioration du statut social des résidents illégaux et semi-illégaux ;
- gestion et entretien durables des logements par les résidents eux-mêmes ;
- meilleure interaction entre les autorités et la population ;
- recours à des travailleurs sociaux comme intermédiaires entre les autorités locales, les communautés et le personnel du projet grâce à leur capacité à développer un consensus entre intérêts conflictuels.

Sur les trois options de logement explorées par le projet (à savoir, réhabilitation des bidonvilles, zone « sites et services » éloignée du site de relogement, et relogement *in situ* dans des immeubles à appartements), la dernière semblait être la meilleure solution, avec 13 % seulement des habitants relogés ayant déménagé dans les cinq ans, par comparaison avec les quelque 90 % de déménagements dans les autres programmes de relogement dans la Ville.

Le fait que plusieurs initiatives pilotes eussent été mises en œuvre à une plus large échelle qu'initialement prévu, soit grâce à un soutien supplémentaire des donateurs (p. ex., la réhabilitation des bidonvilles par la Banque mondiale) soit par les autorités municipales (p. ex., le petit centre de transfert du système de collecte des déchets solides), constituait un indicateur de réussite intéressant.



La rénovation urbaine et environnementale autour du canal Tan Hoa-Lo Gom à Ho Chi Minh Ville comprenait un remodelage du canal, la construction d'égouts, le traitement des eaux usées et la collecte des déchets solides, mais aussi la réhabilitation des bidonvilles, le relogement ainsi qu'un appui socioéconomique.
© CTB / Eric de Mildt

PAUVRETÉ ET INFORMALITÉ DANS LA VILLE

L'approche holistique adoptée à Ho Chi Minh Ville a permis de se focaliser directement sur les besoins des pauvres, tout en veillant à leur assurer un lieu de vie urbain décent. Cela a non seulement nécessité de garantir aux résidents des activités génératrices de revenus à proximité de leurs logements, mais aussi l'adoption d'autres mesures, à savoir :

- des normes de construction et des conditions de logement adéquates pour permettre leur accessibilité financière. Dans le cas de Ho Chi Minh Ville, les normes minimales de 54 m² par appartement ont été réduites à 32 m², ce qui s'est soldé par une réduction de 40 % du coût;
- l'octroi d'un certain degré de statut légal facilitant l'accès aux services publics, comme les soins de santé et l'éducation;
- la facilitation de la coexistence entre les économies formelle et informelle. Dans un nombre de villes d'Asie et d'Afrique, la génération informelle de revenus engendre une proportion significative de possibilités d'emploi (CUED, 2013). Les activités économiques informelles de production et de vente se tiennent tant dans la sphère privée que dans les espaces publics. Il est important non seulement de reconnaître leur existence, mais aussi de favoriser leur développement. Dans ce projet relatif au canal, il a été tenu compte de cet élément dans la conception des immeubles et des espaces publics;
- le développement d'activités génératrices de revenus adéquates, de sorte à aider les pauvres non seulement à améliorer leur quotidien, mais aussi à pouvoir gérer les conséquences des initiatives de réhabilitation des bidonvilles, qui aboutissent inévitablement à une valorisation des terrains et à une hausse des prix de location, et partant, à un certain embourgeoisement (gentrification).

De telles problématiques ont par ailleurs été intégrées à d'autres interventions appuyées par la Belgique. Ainsi, le projet *Kampala Integrated Environmental Planning and Management* en Ouganda s'est efforcé de concilier les intérêts conflictuels entre plusieurs parties prenantes, en l'occurrence, les travailleurs journaliers, les résidents locaux, les propriétaires, les locataires, ainsi que les autorités locales et municipales. Le projet a démarré en 2007 par un voyage d'étude au Vietnam qui a permis aux autorités locales et aux membres du Kampala City Council d'apprécier les enseignements tirés du projet relatif au canal.

Sa mise en œuvre a dû toutefois faire face à de nombreuses difficultés, tant sur le plan technique qu'institutionnel. Il s'est avéré qu'un degré plus élevé de décentralisation vers les quartiers était requis pour induire à



Kampala : De nombreuses nouvelles boutiques ont poussé comme des champignons le long des voiries réhabilitées et les habitants ont grandement apprécié les différentes initiatives génératrices de revenus.
© CTB / Dieter Telemans

l'avenir des changements plus appropriés au niveau du citoyen. Satisfaire à un éventail de besoins implique de recourir à une diversité d'outils de communication et de solutions. Au terme d'un processus de discussion de longue haleine, un consensus s'est dégagé parmi les différents acteurs sur un ensemble d'interventions prioritaires visant à construire des routes, installer des réseaux d'égouts et d'approvisionnement en eau, ainsi que des toilettes publiques, et appuyer l'amélioration de la collecte de déchets solides dans certains lieux stratégiques.

Les routes construites ont considérablement amélioré l'accès aux quartiers tout en dynamisant leur économie. De nombreuses nouvelles boutiques ont poussé comme des champignons le long des voiries réhabilitées et les habitants ont, pour leur part, grandement apprécié les différentes initiatives génératrices de revenus (p. ex., la promotion de l'agriculture urbaine à travers la construction de « food towers », la mise en place de petites fabriques de briquettes en déchets organiques servant de combustible de remplacement au charbon de bois...). Cependant, le prix des loyers a explosé de 500 %, ce qui a contraint une partie de la population à abandonner le quartier pour aller s'établir dans un autre bidonville. Il y a lieu de tenir compte de ce type de risque dans chaque intervention.

APPROCHES PARTICIPATIVES

Les approches participatives ont joué un rôle crucial tant pour le projet au Vietnam que celui en Ouganda. Celles-ci pouvant être de longue haleine, les autorités se sont montrées assez réticentes au départ, mais elles ont bien dû admettre que l'implication des communautés avait largement contribué à leur réussite.

Une approche participative peut avoir de nombreux points d'entrée, comme :

Planification et conception participatives

Cet aspect est complexe à instaurer, car il nécessite une certaine flexibilité sur le plan de la structure institutionnelle. Conformément à la théorie de l'échelle de participation d'Arnstein (1969), il peut évoluer d'un simple processus informatif à une réelle délégation de pouvoirs. L'expérience engrangée par la CTB au Vietnam et en Ouganda se situait davantage au niveau de la consultation populaire. Elle a considérablement aidé les projets à élaborer des solutions appropriées satisfaisant aux besoins réels des communautés, tout en accroissant l'appropriation locale.

Programme de microcrédit

Dans le cas du projet relatif au canal, le microcrédit s'est avéré être non seulement un moyen de renforcer la solidarité entre les communautés et de financer de petites initiatives économiques individuelles, mais aussi un excellent instrument d'amélioration de la communication et de renforcement de la confiance.

Méthode HIMO

Cette méthode optimise l'équilibre entre qualité et coût de main-d'œuvre minimal. Elle s'est avérée adéquate pour mettre en œuvre des travaux de construction à faible technicité, tout en offrant des emplois et des formations à des personnes à faible revenu. Elle a été le principal facteur de réussite dans le projet de *Développement économique et social via les chantiers de pavage (projet Pavage)* à Bujumbura, qui a pris fin à la mi-2016. Les routes pavées sont faciles à entretenir et bien plus durables que les routes goudronnées ou bétonnées. En renforçant le sentiment d'appropriation par les communautés, ce projet s'est soldé par une amélioration de l'assainissement des quartiers et une accélération du développement urbain. L'approche HIMO a permis de paver des routes de qualité pour 30 % moins cher que la méthode HIEQ (haute intensité d'équipement), tout en permettant dans le même temps de générer cinq fois plus d'emplois pour le même investissement. Dans l'ensemble, ce ne sont pas moins de 30 kilomètres de routes pavées qui ont été construites dans trois municipalités de la capitale burundaise, grâce à une formation sur site de plus de 3.500 habitants, qui ont ainsi bénéficié d'un emploi temporaire durant neuf mois. Chaque travailleur avait droit à une formation professionnelle pendant 25 % de son temps de travail. Au terme de leur période d'emploi, quelque vingt options différentes ont été proposées aux travailleurs pour les aider à décrocher un travail ou à créer leur propre entreprise. 45 % environ des anciens travailleurs ont ainsi développé des activités rentables, financé une microentreprise ou trouvé un travail permanent.



Bujumbura: Les routes pavées sont faciles à entretenir et bien plus durables que les routes goudronnées ou bétonnées. © CTB / Rosalie Colfs

Tant les activités de développement économique que les travaux physiques ont fondamentalement amélioré les conditions de vie des zones ciblées, et ce, sans les effets négatifs de l'embourgeoisement. En attendant, au fil de sa mise en œuvre, le projet s'est progressivement étoffé, d'autres activités s'y ajoutant. Outre les réseaux d'égouts, les problématiques de la protection contre l'érosion, de la plantation d'arbres le long des bassins versants ainsi que de la collecte des déchets solides ont également été traitées le long des nouvelles routes pavées.

PROJETS D'INVESTISSEMENTS D'INFRASTRUCTURE ET COMPLEXITÉ

Ces dernières décennies, l'ambition des interventions en matière de bonne gouvernance, et la mesure dans laquelle elles tiennent compte du système urbain complexe, ont fondamentalement changé. Il y a 20 ans, les programmes de décentralisation visaient principalement le renforcement des capacités de planification des autorités municipales locales. La réussite était mesurée à l'aune de la mise en œuvre des processus développés. À vrai dire, ces programmes, qui comportaient bien souvent une participation accrue dans le processus décisionnel, ont enregistré des améliorations significatives de la qualité au niveau de l'administration des villes à travers le monde, ce qui s'est soldé par des résultats plus transparents et équitables (Satherhwaite, 2007). Il n'empêche que la décentralisation est loin d'être une réforme facile à mener. Elle requiert du gouvernement local de disposer de ressources financières, d'une administration urbaine compétente et responsable, mais aussi de mécanismes lui permettant d'être réactif vis-à-vis de ses citoyens (Kelly, 2012).

Bien souvent, ces interventions de bonne gouvernance comportaient aussi un volet «investissements d'infrastructure». Cela étant, ces travaux semblaient viser une conclusion directe du processus de planification plutôt qu'une amélioration d'un aspect spécifique aux stades de leur conception ou de leur mise en œuvre. D'un autre côté, les projets d'infrastructures traditionnels ont rarement eu pour ambition d'impacter les structures institutionnelles des parties prenantes impliquées. Cette approche a progressivement évolué et une attention beaucoup plus importante est à présent accordée au contexte institutionnel local ainsi qu'à la complexité du secteur dans lequel s'inscrivent les investissements et leurs orientations stratégiques. D'une part, de solides composantes de renforcement des capacités ont été introduites dans des interventions d'infrastructures couvrant la planification, la conception, la construction, de même que les étapes d'exploitation et d'entretien. Mais certaines ont également pour ambition de doter les gouvernements locaux des capacités leur permettant de fournir des services de qualité à la population, de mettre en place des mécanismes de réaction face aux opinions et besoins exprimés par les citoyens, voire de créer un environnement favorable à l'entrepreneuriat local, ou encore d'intégrer des mécanismes de coordination avec des municipalités voisines. À l'autre extrémité du spectre, des investissements dans des activités de bonne gouvernance nourrissent de nouvelles ambitions. Ce nouveau type de structuration de projet – intégrant la bonne gouvernance aux travaux de conception, de planification et d'investissement – nécessite une évaluation non seulement de l'économie politique et de la structure institutionnelle, mais aussi des investissements appropriés correspondant aux stratégies des politiques sectorielles spécifiques.

Parmi les exemples de corrélation positive entre travaux d'infrastructure et bonne gouvernance, citons *le projet de réhabilitation des centres historiques dans les Territoires palestiniens occupés*. Ce projet vise à revitaliser les centres historiques des municipalités en encourageant le



En Palestine, la réhabilitation des centres historiques vise à revitaliser les municipalités en encourageant le développement économique, social et culturel local. © CTB

développement économique, social et culturel local. Pour ce faire, il combine trois stratégies nationales, à savoir : appui à l'importance culturelle historique palestinienne, processus de planification intégrée et développement économique local. Selon le postulat de départ du projet, la réhabilitation fait partie intégrante de la planification municipale et du cadre réglementaire, et la réhabilitation socioéconomique sera améliorée en recourant à une approche pluridimensionnelle nécessitant la participation directe des communautés à la formulation de la vision de leur ville. La réhabilitation des bâtiments historiques n'était pas perçue comme une intervention purement physique, mais aussi comme un outil de stimulation du développement socioculturel et socioéconomique, l'idée étant de mettre les personnes en avant et non les pierres. Ce projet avait non seulement pour objectif de requalifier des bâtiments historiques privés et des espaces publics, mais aussi de les raviver, et toucher ainsi l'ensemble de la communauté au sein de laquelle ils sont ancrés. En raison de son envergure, cette tâche a requis une mobilisation citoyenne qui a été rendue possible grâce à la communication permanente mise en place depuis le début du projet. En outre, celui-ci a favorisé la collaboration au sein de clusters de centres urbains voisins.

Ce projet a démarré par la collecte de données et l'analyse du contexte local. Une analyse approfondie a été effectuée en procédant à un inventaire systématique des bâtiments historiques des centres urbains et des clusters de municipalités ont été identifiés pour bénéficier d'un appui belge. Une stratégie de développement à long terme a été élaborée pour chacun d'eux et les bâtiments historiques clés, nécessitant une restauration, ont été sélectionnés à la condition qu'ils soient associés à une initiative socioéconomique bénéfique pour la communauté. Il s'agissait là d'un élément essentiel pour développer un cadre institutionnel et pour encadrer la rénovation de bâtiments anciens au profit des municipalités et des propriétaires privés.

La nécessité d'un appui sur mesure a également été illustrée au Vietnam, où la majorité des villes côtières secondaires sont régies par le même type de schéma directeur proposant les mêmes recettes. En conséquence, elles se sont toutes efforcées de développer un aéroport, une zone touristique, une zone industrielle et un port maritime (en eau profonde), et d'attirer le même type d'usines d'exportation. Cet exemple confirme le fait que la décentralisation peut compromettre un type plus collaboratif de bonne gouvernance à plus grande échelle. Il n'en demeure pas moins que le développement de villes secondaires implique de devoir appuyer de nouvelles formes de collaboration entre les autorités d'une même région, et partant, une vision à l'échelle du territoire dans son entièreté, telle que l'approche par cluster adoptée en Palestine.

LA PLANIFICATION SPATIALE EN TANT QUE MOYEN DE DÉVELOPPEMENT DE RÉGIONS ET DE VILLES RÉSILIENTES

Un des défis majeurs actuels auxquels est confrontée l'urbanisation est de prendre en considération à la fois la ville et son arrière-pays, ainsi qu'une interconnectivité avec les villes voisines. Il s'agit là certes d'une tâche complexe, tout particulièrement lorsqu'il faut dépasser certaines frontières administratives, mais néanmoins vitale pour garantir la durabilité des villes. Cette stratégie requiert une vision à un échelon national et/ou régional censée prendre en compte diverses dimensions de la durabilité, telles que :

- le développement de villes compactes et la limitation de l'expansion des zones périurbaines de sorte à préserver l'environnement immédiat ;
- la promotion de villes agréables à vivre grâce à des zones vertes, la mixité des fonctions urbaines, des systèmes multimodaux de transport public connectés au réseau global ;
- des villes intelligentes en vue de promouvoir une autoproduction d'énergie grâce au développement de sources d'énergie renouvelable et de systèmes de gestion et de communication de haute technologie ;
- le soutien d'un développement endogène, en ce compris des circuits d'approvisionnement courts et un type polycentrique de développement articulé autour de pôles économiques spécialisés ;
- le renforcement de la dimension sociale de la société, en encourageant l'épanouissement socioculturel dans le respect de la culture locale et de son histoire.

La littérature (Legrand, 2008) démontre que la planification stratégique structurelle constitue un outil approprié tant pour les villes que les régions. Elle nécessite le développement d'une vision à long terme passant par une implication active de l'ensemble des parties prenantes, une mise en œuvre à travers des plans d'action concrets, ainsi que des mises à jour régulières au moyen d'un processus cyclique d'évaluation.

CONCLUSIONS

Les expériences engrangées par la CTB indiquent que les petits donateurs peuvent en effet jouer un rôle dans le développement urbain, tant au sein des grandes villes que des villes secondaires, et ce, au-delà des budgets alloués aux investissements d'infrastructure. L'expérience belge de ces vingt dernières années a démontré

La planification stratégique structurelle a été appliquée dans un programme en cours portant sur le changement climatique, appuyé par la Belgique *dans trois villes côtières secondaires au Vietnam*. Évolution fondamentale, le changement climatique va profondément redessiner le paysage, le potentiel économique de même que les conditions de vie dans les villes, principalement dans le Sud. Aussi, on ne peut plus se permettre d'ignorer la construction de villes à l'épreuve du changement climatique. Dans le contexte vietnamien, la Belgique appuie le développement d'une stratégie (reposant sur des études) pour faire face aux changements climatiques, de schémas directeurs tenant compte du climat, de plans d'action à court et long terme basés sur des solutions appropriées d'ingénierie et d'urbanisme, en ce compris des systèmes améliorés d'alerte précoce.

L'appui comprenait la collecte de données, des études analytiques, un appui institutionnel ainsi que des investissements pilotes. Il a démarré par une modélisation hydrologique et hydraulique permettant de mieux comprendre les conséquences du changement climatique à l'échelon provincial. Travailler à plus petite échelle était devenu une nécessité, car les projections nationales disponibles n'étaient pas suffisamment précises pour faire face à de futures inondations causées par la combinaison entre une hausse du niveau des mers, des conditions hydrauliques locales et le changement des schémas pluviométriques. Il en résulte une stratégie accordant, dans certaines régions, une place plus importante à l'eau en cas d'inondations (p. ex., des terres agricoles et des espaces verts) dans l'optique de mieux protéger les zones les plus densément peuplées et bâties. La stratégie climatique et les plans d'action concrets intégreront non seulement les solutions d'ingénierie résultant des études et de la modélisation, mais aussi les résultats du dialogue actif avec l'ensemble des parties prenantes, en ce compris les communautés aux revenus les plus faibles. Les investissements pilotes intègrent des solutions durables d'ingénierie, telles que l'intégration au tissu urbain de bassins de rétention et de systèmes d'égouttages urbains durables.

Quel que soit le montant du financement, tous les donateurs peuvent contribuer à un développement durable des villes, de leur arrière-pays et des régions interconnectées. Ils ont le potentiel d'appuyer les autorités en encourageant des processus de réforme et de se concentrer sur l'amélioration des conditions de vie de la population. Une tâche qu'ils peuvent réaliser à travers la promotion d'une croissance économique inclusive équitable et endogène, dans le respect de l'environnement.

La planification stratégique structurelle doit devenir un outil clé pour le développement d'une vision adéquate à long terme et de sélection d'interventions stratégiques clés en vue de bâtir des villes résilientes et à l'épreuve du changement climatique. Ce genre d'outils nécessite un recours systématique à une approche participative au cours des différentes étapes du projet. Les défis liés à la bonne gouvernance, comme la mise en œuvre des processus de décentralisation, le renforcement institutionnel et le développement des capacités, doivent bénéficier de la même attention à la planification et la conception que les investissements en infrastructures physiques. Ces appuis institutionnels sont vitaux pour la mise en œuvre du nouveau programme urbain qui requiert une administration urbaine compétente, respon-

sable envers ses citoyens, tout en bénéficiant d'un accès direct à des ressources financières, soit au moyen de recettes appartenant aux collectivités locales, des transferts fiscaux ou, éventuellement, des options d'emprunt. Ce type d'approche holistique est requis non seulement pour améliorer les conditions de vie des citoyens vivant dans les villes du Sud, mais aussi pour les aider à développer leur résilience face au changement climatique et aux catastrophes naturelles qui en découlent.

Il n'y a toutefois aucune garantie d'un impact et certains effets négatifs ne peuvent parfois pas être évités. Il n'est donc pas surprenant de constater que les expériences belges ont toutes connu des débuts laborieux. L'implication de nombreuses parties prenantes, parfois avec des intérêts opposés, est un défi à relever. Dans cette progression lente, mais constante, les donateurs, et assurément les plus petits d'entre eux qui ne représentent pas une menace, peuvent agir en tant qu'intermédiaires honnêtes encourageant le dialogue et la compréhension réciproque. Grâce à cette approche, ils sont en mesure d'aider les parties prenantes locales à atteindre des résultats durables. Cela n'est toutefois possible que pour autant que suffisamment de temps soit consacré à la mise en œuvre du projet.



CTB

La CTB, l'agence belge de développement, appuie et encadre des programmes de développement pour le compte de l'État belge et d'autres donneurs d'ordre.

Rue Haute 147
1000 Bruxelles, Belgique
T + 32 (0)2 505 37 00
info@btcctb.org
www.btcctb.org

Photo de couverture :
© CTB / Rosalie Colfs



Cette note est publiée sous Licence Creative Commons « by/nc/nd »

Références

- Arnstein, S.R. (1969), *A Ladder of Citizen Participation*, Journal of the American Planning Association
- Baltissen, G., (2012), *From a slum to a little bit slum, Capitalization study of the Kampala Integrated Environmental Planning and Management Project*, Uganda, KIT, Rotterdam
- BTC, (2014), *Urban Upgrading in Ho Chi Minh City, Unexpected Social Impact of an Infrastructure Project*, Brussels, Reflection Paper n°002
- Legrand, B., (2008), *Quelles solutions pour un développement urbain durable à Ho Chi Minh City et dans les autres métropoles d'Asie-Pacifique*, thèse de Doctorat en architecture et Art de Bâtir, Université Catholique de Louvain-la-Neuve
- Cities Alliance/UNOPS (2016), *Top ten reasons for focusing on secondary cities*, Brussels
- Center for Urban Economics and Design – CUED (2013), *The Informal Economy in City Heights*, San Diego
- Kelly, R., (2012), *Strengthening the Revenue Side, Chapter 10 in Fiscal Decentralization in Indonesia a Decade after Big Bang*, Jakarta: University of Indonesia Press, pp. 173-206
- Roberts (2014), *Managing Systems of Secondary Cities*, Cities Alliance/UNOPS, Brussels
- Satterthwaite, D., (2007), *The Transition to a Predominantly Urban World and its Underpinnings*, London, Institute for Environment and Development (IIED). Human Settlements Working paper Series Urban Change n°4
- UN-Habitat (2011), *Hot cities, battle-ground for climate change*, Nairobi, United Nations Center for Human Settlements